



POINTS CLÉS EN LIEN AVEC LA « MARCHÉ POUR L'INTÉGRITÉ » DE LA CCDAF



- La position officielle de la CCDAF est qu'**aucune arme à feu ne devrait être prohibée** et que toutes les restrictions sur la capacité des chargeurs **devraient être éliminées**. La CCDAF estime que **l'autodéfense est une raison légitime** pour posséder une arme à feu, y compris **le port dissimulé des armes**, et son chef a récemment promu **l'armement pour protéger les biens**, à l'instar des pseudo-milices armées qui portent ouvertement des armes d'assaut aux États-Unis.
- Le **matériel promotionnel** de la CCDAF indique que l'objectif de la "Marche pour l'intégrité" est "d'attirer l'attention sur notre cause, motiver et unir les propriétaires d'armes à feu et provoquer une conversation sur l'injustice et l'inefficacité des interdictions d'armes à feu" **et d' "exiger l'intégrité de nos politiciens dans les décisions qu'ils prennent"** ainsi qu'"un travail crédible sur la criminalité et la violence". Pourtant, alors qu'ils dénoncent le "plan d'interdiction et de confiscation massive des armes à feu" des libéraux, il n'y a jamais **mention du type très spécifique d'arme font l'objet de l'interdiction**: les versions civiles semi-automatiques d'armes militaires, communément appelées "armes d'assaut".
- Les sondages professionnels **montrent invariablement que 8 Canadiens sur 10** sont favorables à l'interdiction des armes d'assaut : Ipsos (2020) : 82% ; Angus Reid (2020) : 78% ; Angus Reid (2019) : 78% ; H+K Strategies (2018) : 83% ; Environics (2018) : 81%.
- Les Canadiens ont élu une nette majorité (216 sur 338 sièges, soit 64 %) de députés issus de **partis favorables à un contrôle plus strict des armes à feu**, y compris à l'interdiction des armes d'assaut. Le **Parti libéral**, le **Nouveau parti démocratique**, le **Bloc québécois** et le **Parti vert** se sont tous présentés aux dernières élections avec la promesse d'interdire les armes d'assaut, et les promesses des libéraux en matière de contrôle des armes à feu ont été largement diffusées.
- La CCDAF présente l'interdiction des armes d'assaut comme une **"interdiction des armes de chasse"** (ajoutant que **"le gouvernement actuel veut désarmer complètement les Canadiens"**). Cette désinformation

a été [démentie](#) par plusieurs, incluant [le ministre Bill Blair](#) lui-même. Le but d'associer l'interdiction des armes d'assaut aux armes de chasse est probablement d'effrayer les chasseurs pour qu'ils s'opposent à l'interdiction, car la plupart des propriétaires d'armes sont des chasseurs et [soutiennent en fait une interdiction des armes d'assaut](#). La CCDAF a réitéré cette désinformation en réponse aux [derniers modèles reclassés](#), qui comprennent le "fusil S5 Calibre 5.56 OTAN", le "BA-712" et le "fusil de sniper semi-auto C20", arguant que "les fusils d'assaut de type militaire n'existent pas au Canada" et que le AR-15 est "exactement le même que mes carabines de chasse". Le fait qu'un modèle spécifique ait été utilisé pour la chasse n'en fait pas un fusil de chasse (selon cette logique, un bazooka qui tue un chevreuil serait un "bazooka de chasse").

- [Les points de discussion de la CCDAF](#) pour les participants incluent "nos dirigeants politiques devraient se concentrer sur la criminalité ... J'ai besoin que le gouvernement sévise contre les criminels", reflétant [la récente pétition](#) qui affirme que "la majorité des armes à feu utilisées pour commettre des crimes violents sont obtenues de manière illégale et/ou sont introduites clandestinement au Canada". C'est peut-être vrai dans certains endroits, [comme Toronto](#), mais de nombreuses juridictions ont constaté que la plupart des armes saisies par la police après un crime sont des armes d'épaule (ex: [80% au Québec](#) ; [75% à Edmonton](#)) et que de plus en plus de ces armes proviennent du Canada (ex : [60% en Colombie-Britannique](#)), notamment à cause d'une augmentation des vols et des achats légaux frauduleux ("*straw purchases*").
- Dans tous les cas, l'interdiction des armes d'assaut vise à [prévenir les fusillades de masse](#), compte tenu de leur [légalité particulière](#) et de leurs caractéristiques militaires qui facilitent les massacres. La plupart des tireurs de masse au Canada et aux États-Unis étaient des propriétaires légaux d'armes d'assaut légales. L'aspirant tireur de Rideau Hall portait une [version chinoise semi-automatique du M-14](#), une arme qui peut transpercer les gilets pare-balles standard et qui a été utilisée pour tuer trois agents de la GRC en 2014, également par son propriétaire légal. Il s'agit d'une des armes récemment interdites, bien que ces armes puissent demeurer en circulation au moins jusqu'à la fin de l'amnistie de deux ans.
- Le lobby des armes à feu qualifie [la pétition de Michelle Rempel](#) de "[la plus grande pétition parlementaire de l'histoire du Canada](#)", bien que de nombreuses pétitions aient dépassé celle-ci de loin. Une pétition contre l'avortement de 1975 contenait [plus d'un million de signatures](#). Les étudiants de Polytechnique ont rassemblé plus d'un demi-million de signatures sur papier (signée à la main et recueillie par courrier) pendant cinq mois, à partir des jours suivant le massacre du 6 décembre 1989 jusqu'au 9 avril 1990, date à laquelle elle a été [présentée à la ministre de la Justice Kim Campbell](#) lors d'un événement public à l'école d'ingénieurs. La pétition a été [officiellement déposée à la Chambre des communes](#) par différents députés en mars 1991 (avec un total de 556 710 signatures). La pétition de Rempel est peut-être la plus grande pétition *électronique* de l'histoire du Canada, mais ce type de pétition n'existe que depuis [cinq ans, en 2015](#).
- Le pouvoir de prohiber ou de restreindre les armes à feu par décrets existe depuis des décennies (via l'article 117.15 du Code criminel). Le lobby des armes à feu ne semblait pas s'en soucier - [et même applaudissait](#) - lorsque le ministre conservateur de la sécurité publique Steven Blaney a utilisé des décrets pour légaliser d'abord via une amnistie la famille "Swiss Arms" et les modèles CZ-858 suivie de leur déclassification permanente à la veille des élections de 2015 (les rendant à autorisation restreinte ou non restreinte), malgré le fait que la GRC craignait que ces armes puissent être converties en mode automatique, [ce qui les rendrait interdites](#) par la loi, et qu'elles constituent [un risque sérieux pour la sécurité publique](#).
- La CCDAF [a averti](#) les participants de "garder les vêtements avec des messages durs ou des images un peu limites pour une autre fois" et de "ne pas apporter leurs propres pancartes. ... Nous essayons d'éviter que les gens ne défilent avec des pancartes au langage grossier ou au message inapproprié pour préserver l'image des propriétaires d'armes à feu, à savoir: nous sommes leurs amis et leurs voisins raisonnables. Nous ne sommes pas différents des autres." C'est peut-être vrai pour la plupart des propriétaires d'armes à feu, mais il est raisonnable de penser, sur la base de leurs [attaques constantes](#) et de leurs campagnes de diffamation contre [les victimes](#) et [les médecins d'urgence](#), que les dirigeants de la CCDAF et nombre de leurs partisans ne sont pas comme la plupart des Canadiens.